



DÉCLARATION DU CANADA À L'OCCASION DE LA 88^e RÉUNION DU CONSEIL EXÉCUTIF DE L'OIAC

PRONONCÉE PAR SON EXCELLENCE SABINE NÖLKE, REPRÉSENTANTE PERMANENTE

Madame la Présidente, le Canada est honoré de réintégrer le Conseil exécutif de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) après une absence de quatre ans. Notre nouveau mandat arrive à un moment crucial pour cette Organisation.

L'utilisation croissante d'armes chimiques au cours des dernières années représente une menace grave à la Convention sur les armes chimiques (CAC) et à l'ordre international fondé sur des règles qui protègent l'humanité. Le rapport provisoire de la semaine dernière de la mission d'enquête sur l'incident du 7 avril à **Douma**, qui indiquait la présence de composés organochlorés dans les échantillons prélevés des sites d'attaque présumés, souligne la nécessité que l'OIAC poursuive ses évaluations scientifiques rigoureuses de toutes les allégations crédibles d'utilisation d'armes chimiques.

Malheureusement, le décès tragique d'une citoyenne britannique des suites de l'exposition au même agent Novitchok utilisé contre Sergey et Julia Skripal, à peine une semaine après la session extraordinaire de la Conférence des États parties, représente un autre coup dur. Le Canada appuie le Royaume-Uni dans sa recherche de réponses après ce dernier affront et s'engage à utiliser son **appartenance à ce Conseil** pour faire respecter la norme mondiale contre les armes chimiques et à amener les auteurs de leur utilisation à répondre de leurs actes, et ce, peu importe le lieu de cette utilisation. Nous ferons également des pressions pour renforcer et moderniser le régime de vérification de la CAC afin que cette dernière puisse suivre le rythme des menaces en évolution, y compris celles que représentent les acteurs non étatiques et les développements scientifiques et technologiques, dont le développement de nouveaux produits chimiques qui contestent directement l'objet et la mission de la Convention.

Il est essentiel que les institutions internationales compétentes, tout d'abord celle-ci, dans laquelle est enchâssé le pacte contre les armes chimiques, agissent afin de prévenir d'autres violations du traité et de tenir les coupables responsables de leurs actes. Le Canada a donc favorablement accueilli la décision de la **Conférence des États parties** il y a deux semaines, appuyée par une très forte majorité, de doter le Secrétariat d'un mandat destiné à attribuer la responsabilité des attaques à l'arme chimique en Syrie. Bien que cela n'atteigne pas le niveau d'un mécanisme de responsabilisation investi d'une autorité judiciaire, le Canada espère que les arrangements d'attribution autorisés par cette décision nous rapprocheront davantage de la possibilité de traduire en justice les auteurs d'utilisation d'armes chimiques. Un objectif fondé sur des principes auxquels nous nous sommes tous expressément engagés.

Même à titre d'observateur au Conseil, le Canada a manifesté systématiquement son fervent soutien à l'OIAC, non seulement en paroles, mais aussi en gestes concrets. Depuis 2012, le Canada a fourni plus de 33 millions de dollars canadiens en **contributions volontaires** pour l'élimination des armes chimiques en Syrie, en Libye et en Iraq, et l'amélioration des opérations de contingence et des enquêtes sur l'utilisation présumée d'armes chimiques.

Poursuivant sur cette lancée, mon gouvernement était ravi d'annoncer, le 27 juin, une contribution de 7,5 millions de dollars canadiens sur trois ans destinés au nouveau **Centre pour la chimie et la technologie** de l'OIAC. Il me tarde de manifester l'engagement durable du Canada à l'égard de cette initiative prestigieuse à titre de coprésidente d'un nouveau **Groupe des amis** du projet de laboratoire, aux côtés de mon homologue indonésien, l'ambassadeur Puja. Le Groupe tâchera de faire connaître les buts, les échéances et les besoins en ressources du Centre, contribuera à maintenir l'élan du projet et à en approfondir l'adhésion chez les États parties. Toute délégation prête à appuyer le projet sur le plan financier ou politique est invitée à se joindre au Groupe.

De même, assurant en 2018 la présidence du **Partenariat mondial contre les armes de destruction massive et matières connexes** composé de 31 pays, le Canada a priorisé l'appui à l'OIAC et au Centre pour la chimie et la technologie. Nous maintiendrons l'attention collective de la communauté du Partenariat mondial sur les



moyens concrets de renforcer cette Organisation, comme, entre autres, les contributions financières au projet de laboratoire.

Madame la Présidente, la **politique étrangère féministe du Canada** est fondée sur un objectif simple: nous cherchons à permettre aux femmes et aux hommes, aux filles et aux garçons du monde entier d'avoir une voix égale et des droits égaux; de bénéficier de l'égalité des chances; et de vivre avec la même sécurité et sûreté. À cette fin, il est essentiel d'augmenter le nombre de femmes engagées non seulement dans la chimie et d'autres domaines de la science, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (les STIM), mais aussi dans les politiques et programmes de sécurité. Un travail substantiel doit être fait pour appliquer une perspective de genre aux problèmes liés aux armes de destruction massive. Ignorer la question du genre dans notre travail du désarmement renforce les inégalités entre les sexes et augmente les risques pour la sécurité.

C'est pourquoi, le Canada est fier d'avoir organisé le troisième **symposium de l'OIAC sur les femmes en chimie**, lequel s'est déroulé à Ottawa les 25 et 26 juin, ainsi que d'avoir financé certains déplacements pour l'occasion. Environ 30 femmes chimistes de 20 pays ont participé à des discussions sur le renforcement du rôle des femmes dans le domaine de la chimie à des fins pacifiques. Les participantes ont discuté de leurs points de vue sur l'entrepreneuriat dans le domaine de la chimie; la formation en STIM; l'innovation dans l'éducation; le leadership, le mentorat, le recrutement et l'avancement professionnel; et le renforcement des capacités. Les autres thèmes abordés étaient les menaces potentiels que représentent les armes chimiques; le partage de pratiques exemplaires, telles que la promotion de programmes de gestion responsable et le développement d'une culture de sécurité; la mobilisation auprès des associations de chimie; et diverses difficultés, comme le manque de normes internationales de chimie et le nombre limité d'occasions de renforcement des capacités pour les femmes et les jeunes filles. Les participantes ont exprimé le désir de mettre en pratique ce qu'elles ont appris, et nombreuses sont celles qui poursuivent le dialogue sur différentes plateformes, dont les médias sociaux par l'intermédiaire du groupe Facebook « OPCW Women in Chemistry » afin de bâtir un réseau permettant de partager les expériences pour l'autonomisation des femmes. Nous appuyons fortement les efforts de l'OIAC visant à promouvoir le rôle des femmes au sein de la CAC et en chimie à des fins pacifiques.

Madame la Présidente, mon coprésident sud-africain et moi-même fournirons une dernière mise à jour officielle au sujet des délibérations du **Groupe de travail à composition non limitée sur les priorités futures** conformément au point 17 de l'ordre du jour. Je tiens simplement à ajouter une note personnelle relative à ma reconnaissance envers les délégations pour leurs commentaires et appuis tout au long de ce processus qui a duré deux ans. Je veux également remercier mon coprésident, l'ambassadeur Bruce Koloane, pour son esprit de collaboration, ses judicieux conseils et sa bonne humeur pendant notre collaboration. J'estime que nous avons assemblé un plan exhaustif et pragmatique en vue d'approfondir la discussion sur l'orientation, la structure et les activités de cette organisation, et il me tarde de voir comment ces recommandations seront appliquées à la quatrième Conférence d'examen en novembre.

En conclusion, Madame la Présidente, étant donné qu'il s'agit de son dernier Conseil exécutif à titre de directeur général, je tiens à saluer les réalisations remarquables de mon ami et collègue, **Ahmet Üzümcü**. Ahmet, votre mandat fut absolument transformateur, car vous avez adapté cette organisation à l'après-destruction tout en la gouvernant à travers les plus grandes crises qu'elle ait jamais connues, et vous l'avez fait avec une profonde diligence, un décorum imperturbable et une énergie impressionnante. Vous vous êtes montré inébranlable quant à votre engagement à faire respecter les principes fondamentaux enchâssés dans la Convention. Ce faisant, vous avez rendu un grand service à la cause de la sécurité et du désarmement mondial. Le gouvernement du Canada vous souhaite beaucoup de succès pour l'avenir.

Madame la Présidente, je demande à ce que la présente déclaration devienne un document officiel de cette rencontre du Conseil exécutif et soit publiée sur le serveur externe et le site Web public de l'OIAC.